

Mouvements

Andrée Michel

De Berlin à Bagdad : les femmes et la guerre du Golfe

De nos jours, l'avion à réaction abolit les distances : les Européennes qui appartiennent à la classe moyenne d'un des plus riches continents se trouvent en quelques heures à Tunis, Rabat, Beyrouth ou à Damas. Mais la disparition de la distance géographique laisse intacte la distance que l'on peut appeler géo-politique et qui sépare les populations féminines du Nord et du Sud dans l'évaluation du sens des conflits qui opposent le premier au second. Les femmes européennes qui appartiennent à l'hémisphère Nord ont peu de recul, parfois pas du tout, par rapport aux représentations des conflits qui leurs sont inculquées par le pouvoir politique et les médias, ce qui explique leur légitimation de l'intervention occidentale. En effet, si elles ont rompu avec l'idéologie sexiste relative aux genres masculin et féminin, elles n'ont souvent pas suffisamment analysé ou mis en cause la prétention de l'Occident à s'ériger en arbitre et en tribunal international chargé de récompenser les bons et de punir les méchants.

Cette difficulté à s'émanciper de l'ethnocentrisme occidental est renforcée par leur sentiment de féministe appartenant à des sociétés qui doivent devenir la référence pour les femmes du Tiers-Monde. Ce faisant, n'ont-elles pas oublié que des pays du Tiers-Monde comme le Brésil ont accordé le droit de vote aux femmes avant la France ou que des Françaises allaient en Tunisie à une époque où la législation sur les interruptions de grossesse y était plus libérale qu'en France ? Comment, par ailleurs, la situation des Françaises sur le plan de l'émancipation politique pourrait-elle

6 Michel

être prise comme référence alors que, dans de nombreux pays du Tiers-Monde ayant un Parlement, le pourcentage de femmes députées est souvent plus élevé que le pourcentage français?

Les propos qui suivent n'ont pas pour objet de culpabiliser les Européennes mais seulement de faire un état des lieux quant à la distance géo-politique qui sépare la perception que les Européennes et les femmes du monde arabo-musulman ont eue et ont encore de la crise provoquée par la guerre du Golfe, crise débutant le 2 août 1990 et se poursuivant encore aujourd'hui car à la guerre militaire s'est ajoutée la guerre économique du blocus contre l'Irak.

Ce constat sera effectué à partir de l'analyse du contenu des propos des femmes, responsables d'associations non gouvernementales et de mouvements féminins, tenus lors de grandes conférences internationales :

- pour les femmes du monde arabo-musulman, la 14^e Conférence Générale de la Fédération Générale des Femmes d'Irak, tenue du 12 au 16 décembre 1992 à Bagdad, et qui a réuni 180 femmes venues de 23 pays et représentant 58 associations et divers mouvements,
- pour les femmes européennes, ce fut d'abord la Première Conférence sur la Sécurité et la Coopération des Femmes en Europe (Women's CSCE), tenue à Berlin du 13 au 15 novembre 1990, qui regroupa 350 femmes de 38 pays, puis le "Meeting International des Femmes pour la Paix" d'Oberhausen (Dusseldorf) du 11 au 15 novembre 1992.

Ici et là, ces femmes représentaient les personnes les plus actives au sein de deux groupes de populations féminines quasi-identiques en nombre (statistiques de 1985):

- 426 millions de femmes dans le monde arabo-islamique allant de Rabat à Djakarta et la Malaisie (y compris les musulmanes des pays de l'ex-URSS),
- 371 millions de femmes d'Europe dont 251 en Europe (Ouest et Est) et 120 dans l'ex-URSS.

PERCEPTION DES ENJEUX DE LA GUERRE DU GOLFE ET DU BLOCUS CHEZ LES FEMMES DU MONDE ARABO-MUSULMAN.

Contrairement à la thèse des Occidentaux selon laquelle la guerre du Golfe n'était pas une guerre des pays riches contre le Tiers-Monde mais une simple opération de "*police internationale*" destinée à établir "*un nouveau droit international*", pour les femmes du monde arabo-musulman la guerre du Golfe et le blocus sont :

- une conspiration des pays riches contre les pays pauvres", une manifestation des relations nord-sud basées sur la force et sur le déséquilibre du commerce international. La guerre du Golfe est une guerre pour le pétrole, c'est une manifestation de l'impérialisme ;
- c'est aussi une guerre contre les pauvres et contre les femmes qui sont les plus pauvres parmi les pauvres :

“le nouvel ordre international est contre les femmes”,

“les femmes d'Irak sont les premières victimes du blocus”,

“on veut rendre les pauvres plus pauvres”,

“le blocus est un coup porté aux femmes irakiennes et à leur émancipation” car il développe le chômage technique. L'absence de pièces de rechange, que l'Irak ne peut acheter, puisqu'elle ne peut vendre son pétrole à cause du blocus, empêche les femmes et les hommes de travailler et rend la compétition entre eux plus dure sur le marché de l'emploi.

Il en résulte que, pour ces femmes, la rhétorique de l'Occident et du Conseil de Sécurité pour légitimer la guerre et le blocus a perdu toute crédibilité et toute légitimité :

“le nouveau droit international est une nouvelle appellation de la domination occidentale”,

“où sont les droits de l'homme quand on affame les enfants d'Irak et qu'on leur refuse le lait, les aliments et les vaccins?”,

Le Conseil de Sécurité est accusé d'être devenu “l'outil des Etats Unis”,

“les Nations-Unies sont devenues le fouet du gouvernement américain qui est seulement préoccupé par ses propres intérêts et le pillage des ressources des peuples pauvres”; d’ailleurs, “le Conseil de Sécurité viole la Charte de l’ONU”. Le Conseil de Sécurité pratique la politique des “*deux poids, deux mesures*” et il en résulte un profond sentiment d’injustice. (Ajoutons que des intellectuels arabes nous ont dit que les intellectuels français ont désormais perdu toute crédibilité à leurs yeux).

En face de cette situation, que peut-on faire?

— Pour les femmes du monde arabo-musulman, une seule solution : “la solidarité des peuples et des femmes du monde arabo-musulman” (on ne se fait pas d’illusion sur les femmes occidentales): “la lutte contre l’impérialisme n’est pas un slogan, c’est un besoin vital dans le contexte actuel” (une Malaise).

Une représentante indonésienne a appelé la Ligue Arabe et les organisations de solidarité afro-asiatiques à travailler pour la levée du blocus, tandis que pour une Pakistanaise, “c’est maintenant le moment pour les peuples pauvres de s’unir face à la conspiration”.

Les peuples du monde arabo-musulman sont divisés par leurs gouvernements dont certains s’alignent sur l’Occident mais il existe une “fraternité” qui s’est manifestée pendant la guerre du Golfe par des manifestations populaires en faveur de l’Irak, du Maroc au Pakistan.

“L’indépendance nationale des nations du monde arabo-musulman ne suffit pas”, il faut aussi promouvoir “l’indépendance intellectuelle et économique” par rapport à l’Occident : pourquoi ne pas créer un “marché commun propre au monde arabo-musulman”?

Dans ce nouveau modèle de développement prôné pour le monde arabo-musulman, “les droits des femmes, des minorités ethniques et des pauvres doivent être défendus et assurés”; en particulier, il faut lutter contre l’analphabétisme, la pauvreté et l’absence de participation aux décisions qui caractérisent la situation des femmes de cette région du monde.

Au cours de la Conférence, on n’a pas parlé du fondamentalisme mais dans les conversations de couloirs, il s’avère que les participantes sont conscientes que la guerre du Golfe en augmentant la haine de l’Occident, a

fait le jeu du fondamentalisme et que l'émancipation des femmes est le meilleur rempart contre ce dernier.

Loin de diviser la nation arabe, "la guerre du Golfe et le blocus ont ressoudé la nation arabe". Si les chefs d'état occidentaux (surtout Bush, Major et Mitterrand) sont perçus comme l'ennemi principal, on déplore aussi que les chefs d'état arabes soient éloignés de leurs peuples. Par la suite, "il faut mobiliser toutes les associations non gouvernementales pour que les femmes et les associations se transforment en 'groupe de pression' et obligent les chefs d'état arabes à se prononcer contre le blocus". Il faut "coordonner" les actions contre le blocus des femmes de cette région du monde. Les sentiments exprimés sont les mêmes, quel que soit le niveau d'instruction ou la profession des participantes :

- souffrance partagée : "la nation arabe souffre des malheurs imposés à l'Irak",
- fierté d'être arabe puisée dans la résistance d'un petit peuple au géant américain et aux coalisés, fierté qui s'alimente aussi dans le constat d'une reconstruction des destructions de guerre dans la ville de Bagdad en un temps record et sans le concours des experts étrangers (grâce uniquement à l'ingéniosité et au savoir-faire des Irakiens),
- admiration pour un peuple qui, malgré le blocus, a reconstruit Bagdad et qui reste courageux et digne, malgré les énormes pénuries provoquées par le blocus ; de ceci, les peuples du Tiers-Monde peuvent en tirer la leçon de "l'auto-suffisance" sans le concours de l'Occident.

La sympathie, unanimement affichée pour la cause et les souffrances du peuple irakien, coexiste, dans les coulisses et de la part de certaines avec les réticences sur le recours à l'annexion du Koweït par le gouvernement irakien pour contrer l'impérialisme ; il y avait sans doute d'autres moyens mais elles n'en parlent pas et, d'autre part, en aucun cas, elles n'approuvent la guerre et le blocus meurtrier contre le peuple irakien.

Dès le départ des sanctions contre l'Irak, des participantes ont fait des déclarations, accompagnées d'actes de solidarité en faveur du peuple irakien. Réunie à Sanaa (Yémen) dès octobre 1990, l'Union Générale des femmes arabes (regroupant toutes les associations de femmes arabes) décida

d'affréter un bateau, "le bateau des femmes pour la paix", afin d'apporter aux enfants et aux femmes d'Irak l'alimentation et les médicaments qui leur manquaient. Auparavant ces femmes s'étaient mobilisées, collectant auprès des populations de leur pays les ressources permettant l'achat de ces produits qui étaient chargés à bord à chaque port d'escale du bateau de la paix. Parti d'Alger le 6 décembre 1990, le bateau n'arriva en Irak que le 14 janvier 1991 car, après maintes tracasseries et intimidations de la part des forces de guerre multinationales, il fut pris d'assaut le 26 décembre par les troupes américaines, anglaises, australiennes, patrouillant au large des côtes d'Oman. Une femme témoin raconte : "durant dix heures les voyageuses ont été violentées et agressées de diverses manières. Puis les bâtiments de guerre ont encerclé le bateau pendant 15 jours avant de l'obliger à décharger sa cargaison à Mascate, quelques médicaments exceptés, pour le libérer ensuite dans la matinée du 13 janvier 1991. Il arriva à Om Kasr (Irak), le 14 janvier seulement". En s'emparant de la cargaison, les coalisés ont montré que le but de la guerre contre l'Irak n'était pas seulement la libération du Koweït mais aussi l'écrasement d'un peuple qui n'accepte pas le diktat de l'Occident. Ceci put être démontré, aux yeux du monde, grâce à cette initiative des femmes du bateau de la paix. De retour dans leur pays, certaines perdirent leur emploi. La plupart se retrouvèrent à la Conférence de Bagdad en décembre 1992, avec de nouveau la peur de se retrouver sans emploi. Ces attitudes illustrent l'immense potentiel de résistance à l'impérialisme qui existe chez les femmes du monde arabo-musulman. Pour les représentantes de ces 426 millions de femmes, présentes à Bagdad en décembre 1991, la guerre d'Irak et le blocus, le comportement des Occidentaux en Yougoslavie et en Somalie se rattachent à la même cause : la domination impérialiste sur le monde arabo-musulman.

PERCEPTION DES ENJEUX DE LA GUERRE DU GOLFE ET DU BLOCUS CHEZ LES FEMMES EUROPEENNES

A la CSCE des femmes réunies à Berlin en novembre 1990, la plupart des participantes (où dominaient les femmes d'Europe du Nord : RFA, Scandinavie, Hollande, Belgique, Europe de l'Est et ex-URSS) ne percevaient pas les enjeux de la crise du Golfe du point de vue de la domination impérialiste. Toutefois elles étaient toutes opposées à la solution

du conflit irakien par la guerre même si la grande majorité se disait favorable à l'embargo, ignorant d'ailleurs que ce dernier portait aussi sur l'alimentation et les médicaments, par suite de l'interdiction faite à l'Irak de vendre son pétrole afin de se procurer les devises nécessaires à ces achats.

Elles avaient cette position parce qu'à leurs yeux, l'Occident était le seul habilité à définir "le droit international", le Bien et le Mal et à jouer le rôle de gendarme dans les pays du Tiers-Monde, bref, à remplir à l'égard de ces peuples et plus particulièrement des Arabes "la mission civilisatrice" que leurs lointains ancêtres s'étaient arrogée depuis les Croisades jusqu'aux conquêtes colonialistes des 19^e et 20^e siècle. A aucun moment, elles n'ont émis l'idée que l'annexion du Koweït relevait d'un problème arabe et que la solution à trouver incombaît aux états arabes et non aux états occidentaux. Ce qui prouve que ces femmes qui se disaient pour la plupart féministes et/ou écologistes et/ou antimilitaristes étaient encore imbuës d'une attitude européo-centriste, occidentalocentriste, c'est-à-dire colonialiste et/ou impérialiste.

Le problème de la guerre du Golfe était soulevé en coulisses car les organisatrices l'avaient éliminé des débats officiels. Quand on en parlait, on se heurtait souvent à la question suivante : "en quoi le conflit du Golfe intéresse les femmes?". Ainsi certaines participantes mettaient entre parenthèses les femmes irakiennes qui allaient périr sous les bombes américaines, françaises ou anglaises ou à cause du blocus, faute de médicaments ou d'alimentation. Chez les hommes occidentaux, on retrouvera la même scotomisation des non-occidentaux. Des chefs militaires et politiques, en France comme aux Etats-Unis, n'ont-ils pas déclaré lors du bilan de la guerre militaire : "celle-ci fut un succès, il n'y a eu que deux morts". Ainsi, les centaines de milliers de morts irakiens, civils ou militaires, femmes ou hommes, étaient invisibilisés par les Occidentaux en étant classés dans la catégorie des "*dommages collatéraux*".

En fait, l'espace géographique à l'intérieur duquel les Européennes participant à la CSCE de Berlin situaient leurs perspectives alternatives, se limitait au monde occidental, c'est-à-dire une grande Europe, dorénavant élargie aux pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS.

En refusant de discuter de la crise du Golfe, elles ne percevaient pas que le blocus avait commencé à déstructurer l'économie du Moyen-

Orient et du Maghreb, à aggraver la paupérisation de cette région du monde et à susciter l'indignation du monde arabo-musulman. Tous ces facteurs réunis allaient nourrir la haine contre l'Occident, stimuler la vague fondamentaliste et porter ainsi un coup fatal à l'avancée de l'émancipation des femmes de cette région du monde.

Certes, les féministes occidentales avaient été ébranlées par l'information, diffusée très abondamment un peu avant la crise du Golfe, selon laquelle le régime irakien avait restauré l'ancienne coutume traditionnelle de lapidation de la femme adultère. En fait, cette tentative du Conseil Islamique irakien de restaurer cette ancienne coutume avait aussitôt avorté, grâce à l'opposition des juristes irakiens et de la Fédération Générale des Femmes d'Irak, trop émancipés les uns et les autres pour tolérer ce retour à l'inacceptable. Aussi la loi, parue dans le bulletin officiel irakien fut abolie quinze jours après sa promulgation et n'a jamais reçu un début d'application. Quand verra-t-on la même levée de boucliers dans les pays arabes, comme l'Arabie Saoudite, qui promulguent encore cette loi et en légitiment la pratique? Par ailleurs fallait-il se désintéresser des femmes irakiennes même si elles avaient été victimes d'une loi barbare? Ce n'était certes pas l'idée des Européennes réunies à Berlin en novembre 1990, mais la seule information sur le projet de loi irakien contribuait à les rendre un peu plus distantes par rapport à toute réflexion critique sur les enjeux de la crise du Golfe et un peu plus disponibles pour légitimer l'intervention occidentale, tout au moins sous la forme du blocus.

Il faut toutefois souligner que, grâce à l'intervention de quelques participantes, une résolution fut votée le dernier jour par l'Assemblée Générale de la Conférence et ceci malgré l'opposition de la tribune à la présentation et à la discussion d'une motion portant sur ce sujet. Le vote de la résolution qui demandait le retrait de toutes les forces d'intervention des coalisés, déployées dans le Golfe et la région, et l'ouverture de négociations fut acquis à une très large majorité, seules trois femmes ayant émis un vote négatif. Ceci révèle le potentiel qui existe parmi les femmes européennes alternatives (féministes, écologistes, antinucléaires, antimilitaristes) en faveur d'une solution non violente des conflits, même si les enjeux n'en sont pas toujours compris.

On doit toutefois signaler que, dans les actes de la Conférence qui furent publiés au printemps 1992, on ne fit pas mention de cette résolution, comme si la tentative des organisatrices avaient été d'aligner les femmes alternatives d'Europe sur la "raison d'état" des gouvernements européens, tous favorables à la croisade dirigée par les Etats-Unis contre l'Irak. Que ne trouve-t-on chez elles la même indépendance d'esprit par rapport à la "raison d'état" que celle manifestée à la Conférence de Bagdad par des participantes pakistanaises ou marocaines qui se désolidarisèrent ouvertement de la position de leurs gouvernements, alliés des Occidentaux ?

Au meeting international d'Oberhausen (11 au 15 novembre 1992), on put observer la même résistance—si ce n'est opposition—à engager des débats sur la continuation de la guerre contre l'Irak (sous forme de blocus), les débats s'étant centrés surtout sur la guerre en Yougoslavie. Dans cette résistance, peut-être faut-il chercher plus loin que la simple manipulation par les médias ou l'alignement sur "la raison d'état". A notre avis, mais ceci n'est encore qu'une hypothèse, les Européennes (en cela elles ne se distinguent pas de leurs contreparties masculines) souffrent de deux syndromes :

- le "syndrome de l'antisémitisme", surtout répandu chez les Allemandes et les Françaises : on craint d'être accusée d'antisémitisme si l'on soutient la cause des peuples irakien ou palestinien,
- le "syndrome de l'empire", présent dans l'inconscient collectif des Françaises et des Anglaises, comme il l'est d'ailleurs de façon encore plus accentuée chez les hommes de même nationalité ; on est encore imbu du sentiment de supériorité né au temps où l'appartenance à l'empire français ou anglais procurait un sentiment de puissance et d'identification à un monde "civilisé", ayant reçu de toute éternité la mission de définir le Bien et le Mal, de récompenser les Bons et de punir les Méchants, surtout quand ceux-ci appartiennent aux anciens empires coloniaux ou protectorats possédant des matières stratégiques pour l'Occident. Participer aux côtés des Américains à ce rôle de gendarme de la planète que ceux-ci se sont arrogés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale permet de revivre le rêve impérial par procuration, même si, ce faisant, on renforce la vassalité et la dépendance à l'égard des Etats-Unis. Ici et là, on se laisse d'autant plus manipulé par l'intoxication médiatique

que l'on est inconsciemment motivé à se laisser manipuler. Cumulant les deux syndrômes, les Françaises sont particulièrement handicapées dans leur perception des enjeux de la crise du Golfe.

Si le potentiel de résistance à l'impérialisme est très réduit chez les Européennes et en général chez toutes les Occidentales, en revanche, on trouve chez elles un potentiel élevé pour la résolution des conflits par la non violence. Les enquêtes d'opinion publique, conduites dans le monde occidental, révèlent l'existence d'un fossé entre les sexes (*gender gap*) considérable. Ainsi, à titre d'exemple :

- en France, fin septembre 1990, 54% des femmes étaient opposées à la guerre contre l'Irak contre seulement 36% des hommes (sondage Sofres-Libération-Europe 1, en date du 28.09.1990),
- en Angleterre, à la même époque, 68% des hommes étaient en faveur de l'usage de la force pour évincer l'Irak du Koweït contre 41% des femmes,
- aux Etats-Unis, d'après un sondage de l'institut Harris, conduit en décembre 1990, les hommes se divisaient en deux groupes égaux : 48% étaient défavorables à la guerre et 48% y étaient favorables. En revanche, chez les femmes, environ les trois quarts (73%) étaient défavorables contre 22% favorables. On trouva le même écart concernant le sondage conduit en janvier 1991 sur "*les frappes chirurgicales*". Dans tous les pays développés, y compris au Japon, on observe le même "*gender gap*".

Autrement dit, si les chefs d'état occidentaux et du Japon n'avaient pas eu autant de mépris des opinions des femmes, ils n'auraient pas déclaré la guerre militaire à l'Irak.

Si le "*gender gap*" permet de prévoir que les Occidentales seront plus nombreuses que les hommes à s'opposer à une solution militaire pour régler un conflit, en revanche rien ne permet de prévoir qu'elles le seront aussi pour refuser d'autres formes de violence qui, pour être moins visibles, n'en sont pas moins meurtrières. Dans le cas de l'Irak, le blocus, qualifié pudiquement d'embargo, a déjà fait plus de victimes que la guerre militaire (400 000 en trois ans, selon le journal *El Watan* du 9 janvier 1994).

Le plus grand potentiel de résistance à l'impérialisme chez les Européennes se trouve chez les femmes (comme chez les hommes) de l'Europe Méditerranéenne (Italiennes, Espagnoles, Maltaises) qui, n'étant pas affectées par les syndrômes de l'antisémitisme et de l'empire, perçoivent mieux les enjeux de la guerre du Golfe et se trouvent ainsi plus aptes à créer des réseaux de réflexion, d'échanges et de solidarité avec les femmes du monde arabo-musulman en vue d'une solution non violente des conflits.

Andrée Michel

Directrice honoraire de recherche au CNRS